

Le projet du gouvernement pour alléger l'ISF et la fiscalité des entreprises

► Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, devait préciser, mercredi 30 août, les mesures fiscales envisagées en faveur des entreprises dès 2018

► Le taux de l'impôt sur les sociétés sera abaissé de 33% à 28% pour la première tranche des bénéfices. Mais le CICE ne sera pas prolongé après 2018

► L'impôt sur la fortune (ISF) ne concernera plus que l'immobilier, hors professionnel. Le manque à gagner pour l'Etat est estimé à 3 milliards d'euros

► Les contrats d'assurance-vie supérieurs à 150 000 euros pourraient, en revanche, être davantage taxés

PAGE 8

Planète À HOUSTON, LA SOLIDARITÉ ET LA PEUR

Je pense que j'ai tout perdu: ma voiture, ma maison, tout ce qu'il y avait dedans. » L'envoyée spéciale du Monde à Houston raconte l'immense désarroi des habitants de la région, touchée par des inondations sans précédent. A défaut de connaître l'étendue des dégâts humains, les conséquences financières et matérielles de la tempête Harvey apparaissent considérables. Un couvre-feu a été décidé mardi soir par les autorités afin d'éviter le pillage des milliers de maisons abandonnées. Donald Trump s'est rendu au Texas mardi, pour témoigner sa solidarité. Mais la catastrophe pourrait avoir un impact sur sa politique de dérégulation et sa stratégie budgétaire.

PAGE 7

Economie

Quelles sont les conséquences de l'envolée de l'euro ?

La monnaie européenne a franchi, mardi 29 août, la barre de 1,20 dollar. Si les consommateurs en profitent, les entreprises exportatrices s'inquiètent

CAHIER ÉCO - PAGE 4

Russie

Manceuvres militaires de grande ampleur

Moscou va mener avec la Biélorussie, du 14 au 20 septembre, de vastes exercices de son armée, à ses frontières occidentales. Ses voisins européens s'alarment

PAGE 4

COMMENT L'EMPIRE AMAZON PULVÉRISE LA CONCURRENCE

► Jeff Bezos lance Amazon dans la vente de produits alimentaires
► L'entreprise d'e-commerce poursuit ainsi sa conquête de la distribution mondiale, au risque d'être taxée d'hégémonisme

CAHIER ÉCO - PAGES 2-3
ÉDITORIAL - PAGE 24



En mars 2017, à Washington.
JOSHUA ROBERTS/REUTERS

Politique Macron- Mélenchon, les meilleurs ennemis

Le député de La France insoumise est, pour l'heure, l'opposant le plus pugnace face au chef de l'Etat. Les autres branches de l'opposition (PS, LR et FN) apparaissent totalement inaudibles. Une situation qui ne déplaît pas aux soutiens de M. Macron

PAGE 9

Diplomatie Les priorités de la France

La sécurité des Français est la raison d'être de notre diplomatie: dans son discours devant les ambassadeurs, mardi 29 août, le président de la République, Emmanuel Macron, a placé la lutte contre le « terrorisme islamiste » au plus haut des

priorités de la politique étrangère française. « Rien ne serait plus absurde que de nier le lien entre les actes terroristes que nous vivons et une lecture à la fois fondamentaliste et politique d'un certain islam », a expliqué le chef de l'Etat, annonçant l'organisa-

tion début 2018 d'une conférence contre le financement du terrorisme. M. Macron a également fait part de sa volonté de remettre la France dans le jeu diplomatique sur l'avenir de l'Irak et de la Syrie.

PAGES 2-3

Santé

Accouchement: les pratiques des maternités en question

PAGE 11

Musique

Il y a cinquante ans, les Beatles sortaient « Sgt. Pepper's »

PAGE 18

Débats

Avant la rentrée scolaire, quelques réflexions sur l'éducation

PAGES 22-23

LE REGARD DE PLANTU



ICD ●●●●●
INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL

GRADE DE MASTER
CONGRÈS DES GRANDES ÉCOLES

BUSINESS DEVELOPMENT, HUMAN ADVENTURE

Prochains concours pour rejoindre le Programme Grande Ecole et le Bachelor Business Development | **Les 6, 13 et 25 septembre 2017**

Candidature en ligne sur www.icd-ecoles.com

Intégrez une école de commerce postbac du Top 5 !*
*Classement du Figaro 2017 des écoles de commerce post-bac

info@icdparis.com - 01 80 97 66 11 - 12 rue Alexandre Parodi 75010 Paris

INSTITUT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT - CRÉÉ EN 1980
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

GRUPE ICS

« Avec M. Blanquer, c'est marche arrière toute ! »

Pour Agathe Cagé, ancienne directrice adjointe de cabinet de Najat Vallaud-Belkacem, le ministre de l'éducation n'est prêt à relever aucun des défis éducatifs concernant les moyens, la transformation du baccalauréat ou les ressources humaines

Par AGATHE GAGÉ

Une rentrée scolaire qui débute, c'est toujours une angoisse pour les parents, une excitation pour les enfants, et une gageure pour le ministre de l'éducation nationale. Jean-Michel Blanquer a présenté le cap qu'il entendait fixer pour l'école mardi 29 août lors de la traditionnelle conférence de presse de rentrée. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il barre en arrière toute par rapport à la politique éducative conduite dans les cinq dernières années. Et qu'il court derrière le rétablissement à l'identique des mesures qui ont pu évoluer depuis son passage dans les cabinets et les directions du ministère de l'éducation (des évaluations systématisées aux internats dits « d'excellence »). Tous ceux qui sont convaincus que l'école française a besoin de continuité en sont pour leurs frais. Et les élèves risquent de l'être également.

La rentrée scolaire 2017 est placée, de façon inédite, sous le signe du « en même temps ». Des écoliers suivront « en même temps », selon leurs communes de résidence, la semaine de quatre jours et celle de quatre jours et demi. Cinquante pour cent des maîtres surnuméraires dans les écoles – les « plus de maîtres que de classes » – sont supprimés et, « en même temps », l'autre moitié est maintenue. Le tout-disciplinaire fait un retour en force au collège mais l'interdisciplinarité peut, « en même temps », continuer à être

« LA QUESTION DES MOYENS NE PEUT ÊTRE BALAYÉE D'UN REVERS DE MAIN VENU DE BERCY »

proposée aux collégiens lorsque leurs professeurs le souhaitent. Une philosophie qui interroge dans le domaine éducatif. Et ne répond en rien aux défis que doit affronter notre système éducatif.

Pour en finir avec le déterminisme social qui gangrène notre école et la promesse républicaine de méritocratie, pour surmonter les difficultés majeures que rencontre encore un élève sur cinq à l'entrée au collège, un effort massif doit continuer à être porté sur l'école élémentaire. Un effort en termes de moyens concrets et non de fausses polémiques sur les méthodes de lecture qui seraient soi-disant privilégiées par les professeurs des écoles (le nouveau ministre de l'éducation devrait prendre le temps de lire, avant la rentrée, les enquêtes et les programmes scolaires des dix dernières années).

ENGAGEMENT

Ce défi des moyens, Jean-Michel Blanquer ne semble pas prêt à le relever. La principale promesse de campagne du candidat Emmanuel Macron pour l'école, à savoir les douze élèves par classe en CP et CE1 en réseau d'éducation prioritaire, a pris de plein fouet le choc de l'absence de moyens humains et financiers nouveaux consacrés à sa mise en place à la rentrée. Dédoubler les classes suppose plus de locaux pour accueillir les élèves et plus d'enseignants pour les prendre en charge. Ou, à défaut, une réalité éloignée de l'engagement du candidat Macron, puisque 30 % des classes préparatoires (CP) à 12 élèves seront en fait des CP à 24 – soit 2 x 12 dans une même salle de classe. Et rappelons que les effectifs d'enseignants remplaçants ont été diminués pour financer la mise en œuvre des classes à douze élèves.

Le défi des moyens accordés à l'école ne concerne pas que l'école élémentaire. Il se pose également au collège. Les heures de langues vivantes proposées en plus dans certains collèges à une minorité d'élèves, à travers le rétablissement des sections européennes et la création de nouvelles sections bilingues à moyens constants, se font au prix de la suppression d'heures de cours en petits groupes en sciences, en enseignement moral et civique, en langues vivantes. Si, au regard de l'importance du nombre des créations de postes ces cinq dernières années, la rentrée 2017 doit pouvoir se faire dans de bonnes conditions, la question des moyens ne peut être balayée dans l'éducation nationale d'un revers de main venu de Bercy. D'autant que le programme « devoirs faits », dont Jean-Michel Blanquer a prévu le lancement dès septembre et qui pourrait



ADRIÀ FRUITOS

contribuer à résorber une source d'inégalités profondes entre élèves, nécessitera une mobilisation importante d'enseignants, d'assistants d'éducation et de jeunes en service civique.

Le nouveau ministre de l'éducation a, pour le lycée, le mérite de vouloir ouvrir l'épineux dossier de la transformation du baccalauréat. Sujet essentiel mais qui ne doit être abordé ni comme un problème de gestion – l'insistance de Jean-Michel Blanquer à souligner un « pilotage de l'examen compliqué » est à ce titre plutôt inquiétante – ni comme une réponse à la crise de l'entrée dans l'enseignement supérieur qu'ont révélée les milliers d'élèves qui se sont retrouvés sans université pour

les accueillir en plein mois de juillet cet été. La valeur du diplôme du baccalauréat est loin d'être, n'en déplaise à ses détracteurs (pour la plupart bacheliers depuis au moins trois générations), uniquement symbolique. Le caractère national du premier diplôme français de l'enseignement supérieur est, dans le cadre de la concertation annoncée pour octobre, en jeu. Et avec lui la confiance que les familles accordent, du cours préparatoire à la fin du lycée, à l'école de leurs enfants, capable de leur transmettre les savoirs essentiels, même si chacun sait que les plus initiés se réservent des parcours privilégiés.

L'évolution du baccalauréat ne doit être pensée ni comme une équation

budgetaire ni comme un champ de confrontation idéologique. Elle doit permettre à nos lycéens d'être préparés le mieux possible à l'entrée dans un enseignement supérieur qui a vocation, pour le bien de tout notre pays, à accueillir la très grande majorité d'entre eux. A ce titre, et même si cela entraîne une véritable révolution copernicienne pour notre lycée, l'organisation de l'ensemble des épreuves du baccalauréat en classe de première pour permettre à la terminale d'être une année véritable de spécialisation et de choix est un scénario qui mérite d'être étudié de près.

MIEUX FORMER LES ENSEIGNANTS

Mieux former les élèves suppose, enfin, de mieux former les enseignants. Jean-Michel Blanquer, pourtant aux manettes lors de la suppression, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, de leur formation initiale, semble être aujourd'hui converti à cette évidence. Le nouveau ministre saura-t-il toutefois vraiment relever le défi de la gestion des ressources humaines ? L'éducation nationale française, réputée pour être le troisième employeur du monde derrière l'armée chinoise et les chemins de fer indiens. Des centaines de milliers d'enseignants, de personnels de direction, d'éducation, d'orientation, sociaux et de santé, d'agents de l'administration centrale et des rectorats la font vivre quotidiennement au service des élèves et de leur réussite.

Les cinq dernières années ont été consacrées à une réflexion collective sur les évolutions de leurs métiers et l'amélioration de leur rémunération. Mais le dossier des parcours de carrière, de l'empiètement du temps professionnel sur le temps privé, des profils atypiques, du management dans les établissements n'a, au fil des dizaines de ministres de l'éducation qui se sont succédé et au regard de sa complexité, jamais été véritablement ouvert, et celui de l'évaluation des enseignants n'a été qu'à peine effleuré. Pourtant, la demande de stabilité, de visibilité sur plusieurs années, de qualité de vie exprimée par les enseignants traduit un véritable besoin humain. Et l'humain, ne l'oublions pas, est au cœur de l'école. ■

Agathe Cagé a été de 2014 à 2017 conseillère des ministres de l'éducation Vincent Peillon et Benoît Hamon, et directrice adjointe de cabinet de Najat Vallaud-Belkacem. Elle a également été secrétaire générale de la campagne présidentielle de Benoît Hamon

Une rentrée scolaire qui exacerbe les dissensions

Livres

Si une chose est consubstantielle à la rentrée scolaire, c'est bien, à travers les livres publiés à cette occasion, la querelle de l'école. Celle-ci n'est pas en voie d'apaisement. Au contraire, les clivages sont plus aigus que jamais, y compris en librairie.

L'Education nationale, une machine à broyer, proclame ainsi l'ouvrage d'Isabelle Dignocourt. Animée par la passion de « transmettre », cette enseignante de lettres classiques, « simple fille d'ouvriers », a fait toute sa carrière dans des établissements privés sous contrat, d'abord comme professeure puis comme personnel de direction, principalement dans des quartiers populaires. Son livre est dans la catégorie de ceux – il en paraît chaque année une brassée – qui déplorent le « désastre ». Sa propre descente aux enfers est indexée sur la « disparition programmée » des langues anciennes. De son récit d'une carrière « contre vents et marées, réformes après réformes », émergent deux millésimes plus fatidiques que les autres : 1989, avec loi d'orientation Jospin (qu'elle appelle « mon Jojo ») associée à la notion de « l'élève au centre », et 2016, avec la « réforme abjecte » du collège voulue par Najat Vallaud-Belkacem. A celle-ci, elle a

adressé une virulente lettre ouverte, où elle prête aux représentants de l'institution une phrase inepte qui n'existe, en fait, que dans son propre texte : « L'enseignant ne transmet plus les connaissances liées à sa discipline, il aide l'élève à construire les compétences qui feront de lui un bon citoyen européen. » Dans la conclusion de son livre, elle décrète l'école « rongée par les termites pédagogistes ».

« RÉVOLUTIONS MINUSCULES »

Dans le camp opposé, Eric Debarbieux, avec *Ne tirez pas sur l'école !*, s'élève contre le « school bashing » et les caricatures. Fruit d'un parcours de la base au sommet – il a été éducateur, instituteur, chercheur, délégué ministériel à la prévention de la violence scolaire –, son propos est assumé comme l'expression de plusieurs « colères ». Il s'élève contre les « approximations nauséabondes et fantasmagiques de l'anti-pédagogie » qui, prétendant que « la République, la nation, la civilisation meurent » à cause des pédagogues ou de « la grande messe noire qu'aurait été Mai 68 », ont fini par « polluer l'ensemble du débat éducatif et prendre une force de vérité ». Mais il fulmine aussi contre « l'inconséquence et l'illisibilité » des politiques, qui pratiquent « un empilement de dispositifs » dans une course à la « visibilité médiatique ». Et ne ménage pas non plus un système de gouvernance « archaïque », bureaucratique et centralisé. Le tableau qu'il dresse de l'école est

L'ÉDUCATION NATIONALE, UNE MACHINE À BROYER

d'Isabelle Dignocourt, Editions du Rocher, 223 p., 18,90 €
NE TIREZ PAS SUR L'ÉCOLE ! d'Eric Debarbieux, Armand Colin, 231 p., 15,90 €
PROF : LES JOIES DU MÉTIER de Sophie Mazet, Robert Laffont, 144 p., 16 €
BONNES NOUVELLES DE L'ÉCOLE d'Emmanuel Vaillant, JC Lattès, 269 p., 18 €
LA PLUS BELLE HISTOIRE DE L'ÉCOLE d'Alain Boissinot et Luc Ferry, Robert Laffont, 486 p., 21,50 €

cependant nuancé, ni idyllique ni infernal. Pas plus qu'ils ne sont ignorants ou crétiens, les élèves n'y sont pas horriblement malheureux, et la pédagogie n'y est pas opposée à l'exigence.

Dans *Prof : les joies du métier*, Sophie Mazet, agrégée d'anglais, enseignante dans un lycée de Seine-Saint-Denis, partage cette volonté de prendre le contre-pied des refrains déclinistes – chantés, écrit-elle, par « les mêmes oiseaux de malheur » –, sur les élèves ingérables, les profs en souffrance, la baisse du niveau... Connue pour les « ateliers d'autodéfense intellectuelle » qu'elle anime avec ses élèves, elle applique dans son ouvrage la même méthode : ne rien prendre pour argent comptant, passer les clichés au crible de l'examen critique. Aux discours pamphlétaires sur l'école, Sophie Mazet confronte le récit, empreint de recul, d'optimisme et de bienveillance, de son expérience personnelle.

Journaliste, Emmanuel Vaillant, qui signe *Bonnes nouvelles de l'école*, a sillonné la France à la rencontre des enseignants « innovants », qu'il a délibérément choisis dans le seul secteur public. Son livre fait découvrir la diversité des « révolutions minuscules », portées par des personnages qui ne se posent pas en super-héros ni en inventeurs de recettes miracles. Ces enseignants pratiquent, dans leur classe ou dans leur établissement, toutes sortes d'innovations, d'abord conçues comme des réponses aux défis posés par

leurs propres élèves, auxquels il ne s'agit pas seulement d'enseigner, mais de « faire apprendre ». C'est ainsi, malgré toutes ses pesanteurs et par la dissémination des initiatives, que l'école s'améliore, espère l'auteur.

C'est à un autre voyage, dans le temps celui-ci, que l'ancien ministre de l'éducation Luc Ferry et son ancien directeur de cabinet, Alain Boissinot, invitent dans *La Plus Belle Histoire de l'école*. Professeurs hors pair, ils emportent en douceur le lecteur à travers les mutations de l'éducation, des « rues d'Athènes, quelques siècles avant J.-C. », où s'opposent Socrate et les sophistes, jusqu'à nos jours. Sur ces trois millénaires, Alain Boissinot décrit les enchaînements historiques, tandis que Luc Ferry en trace le substrat philosophique. Leur dialogue éclaire ce qui nous relie profondément à l'Antiquité, mais aussi ce qui nous en distingue radicalement, et met en évidence à quel point tout projet éducatif est inséparable d'un projet politique. Dans la dernière partie, consacrée aux enjeux actuels, ils se démarquent (presque) des « polémiques vaines » et tentent, en excluant tout retour en arrière, de tracer la voie d'un « autre visage de l'autorité », dont les formes classiques ne fonctionnent plus. Leur piste : renouer avec « l'élément grec », c'est-à-dire le monde des grandes œuvres, seules à même d'« équiper » les jeunes générations. ■

AURÉLIE COLLAS ET LUC CÉDELE

Pour mieux réussir à l'université, il faut créer de nouvelles formations

Selon le professeur d'histoire Benoît Tock, les nombreux échecs en première année de licence pourraient être évités si les filières étaient mieux adaptées au profil des bacheliers

Par BENOÎT TOCK

Du tirage au sort, particulièrement inepte et injuste pour décider de l'avenir d'un jeune, au gâchis que représentent les nombreux échecs et abandons en première année de licence, la question de l'orientation des bacheliers et de l'accès aux études supérieures fait l'objet d'un vaste débat, qui se focalise un peu trop, cette année, sur la question (importante) du tirage au sort en Staps [sciences et techniques des activités physiques et sportives]. L'enjeu en réalité est bien plus large. On critique souvent l'orientation : celle-ci serait mal faite et induirait en erreur les lycéens. L'orientation a bon dos. Même s'ils sont perfectibles, de nombreux dispositifs d'orientation existent, dans les lycées, les établissements d'enseignement supérieur ou ailleurs. Les informations sont disponibles et circulent. Pourtant, c'est vrai, cela ne suffit pas. Mais est-ce vraiment parce que l'orientation est mal faite ? Ou parce que trop de bacheliers ne peuvent trouver leur place dans l'enseignement supérieur ?

Le bac est supposé être un examen universitaire, dont le jury est présidé par un universitaire. Un examen qui donne accès aux études supérieures à ceux qui peuvent les suivre avec profit. Mais c'est là, on le sait, une pure fiction. D'abord, parce que l'université est accessible à tous les titulaires du bac, quelle que soit la filière choisie en classe de seconde, puis en première, y compris les bacs technologiques et même professionnels, qui ont de très grandes

qualités, mais pas forcément celle de préparer aux études universitaires (d'autant qu'on ne le leur demande pas). Le taux de réussite universitaire des titulaires de ces bacs en atteste d'ailleurs clairement.

Ensuite, parce que certains lycéens obtiennent leur bac grâce aux nombreux dispositifs mis en place afin d'amener le maximum possible de lycéens au bac, et subissent un choc très déstabilisant lorsqu'ils sont confrontés à un enseignement supérieur où, malgré certaines règles qui poussent de même vers la réussite pour tous (compensation intégrale, absence de notes planchers, sessions de rattrapage...), le niveau d'exigence reste élevé. Enfin, parce que trop de lycéens n'ont pas toujours, en terminale, c'est-à-dire à 17 ans environ, la maturité suffisante pour choisir études et profession, ni même pour décider d'étudier vraiment.

DES VŒUX PARFOIS ABERRANTS

Certes, le vœu du bachelier est important, et il est indispensable qu'il soit pris en compte. Faut-il pour autant respecter des vœux qui paraissent aberrants ? Dans un tel contexte, la revendication portée par les organisations représentatives des étudiants, de permettre à tout bachelier d'accéder aux études de son choix, sera de plus en plus difficile, voire impossible, à soutenir à terme. Mais ces vœux sont-ils vraiment aberrants ? Ou est-ce le contexte qui l'est ?

Car que peut faire un jeune bachelier, lorsque son dossier scolaire l'écarte des filières sélectives (des classes préparatoires aux DUT et aux BTS), lorsque l'état du marché du travail le dissuade de s'y précipiter sans études supérieures et lorsqu'il ne peut, ou ne veut, s'adresser au coûteux enseignement privé ? Son seul choix, si l'on peut dire, est alors de s'inscrire à l'université, dans la conviction, bravache mais naïve, qu'il réussira là où les autres ont échoué. Que faire alors ? Si l'un des problèmes est celui de l'adéquation entre certains jeunes et les formations existantes, c'est qu'il faut d'autres formations. Des formations davantage professionnalisantes, pour des cycles courts, adaptées aux élèves issus de bacs technolo-

LE BAC EST SUPPOSÉ ÊTRE UN EXAMEN UNIVERSITAIRE. C'EST, ON LE SAIT, UNE PURE FICTION

giques et plus encore professionnels, parce que correspondant à leurs capacités d'études et au marché du travail.

On en parle en vain depuis des années. Mais il serait absurde d'écarter ces lycéens de toute perspective d'études universitaires longues. Il faut au contraire leur offrir la possibilité, non seulement de s'inscrire à l'université (cela est déjà possible aujourd'hui), mais d'y réussir : en mettant en place une formation préparatoire, une passerelle en un ou deux ans vers les filières universitaires classiques ; mais aussi en mettant en place des formations moins théorisantes, ou plutôt qui partiraient du concret vers la théorie. Ces diverses formations gagneraient d'ailleurs à être davantage pluridisciplinaires. De nouvelles formations, cela suppose des moyens supplémentaires. Cela suppose aussi que, disposant d'un éventail de formations plus large et donc mieux adapté à un public lui-même très divers, l'enseignement supérieur, ou plutôt ses opérateurs, au premier rang desquels les universités, puissent, non pas refuser d'admettre un bachelier, mais l'orienter, en écoutant son vœu mais sans en tenir compte s'il ne lui paraît pas raisonnable.

Tout cela ne dispensera pas les universités de rénover leur pédagogie ; ni les étudiants de travailler leurs cours. Mais l'absurdité de l'organisation actuelle voue à l'échec les demi-mesures et les rustines : il faut que tous, ministère, universités, syndicats étudiants, aient le courage de la remettre en cause. Après tout, le doute n'est-il pas le début de la sagesse ? ■

Benoît Tock est vice-président de l'université de Strasbourg chargé de la formation

Lecture : stop aux discours sur la méthode

Syllabique ou globale ? La question est dépassée, pour le professeur André Giordan. Il faut associer les deux, aider les enfants à déchiffrer et à analyser les informations

Par ANDRÉ GIORDAN

Apprendre à lire est fondamental pour une scolarité réussie. Mais voilà que, une fois de plus, on ressort les « vieilles lunes » ! Dans *L'Obs* du 24 août, le nouveau ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, interrogé sur les méthodes d'apprentissage, répond : « Pour la lecture, on s'appuiera sur les découvertes des neurosciences, donc sur une pédagogie explicite, de type syllabique et non pas sur la méthode globale, dont tout le monde admet aujourd'hui qu'elle a eu des résultats tout sauf probants. »

Les vieilles polémiques ont la vie dure... De tout temps, les partisans de l'école ancienne ont dénoncé la méthode globale. Pourtant au niveau des textes, le décès officiel de la méthode globale exclusive est acté. En 2003, une conférence de consensus indiquait : « Pour lire, il faut déchiffrer. C'est indispensable. Mais ça ne suffit pas ; il faut aussi comprendre. » Et sur le terrain, il est rare de trouver dans les classes des enseignants qui en usent... La polémique est depuis longtemps dépassée, les principaux équilibres ont été trouvés, les enseignants s'accordant sur des méthodes mixtes ou « intégratives ».

Pourtant en 2017, haro sur cette méthode de lecture une fois encore, source de tous nos maux scolaires... Pour faire moderne, on fait appel maintenant aux neuroscien-

ces, et notamment, sans le citer, à Stanislas Dehaene, professeur au Collège de France. A la suite de ses études sur la lecture et le cerveau, ce chercheur s'est permis d'avancer des considérations pédagogiques sans appel : on comprend notamment pourquoi la méthode globale d'apprentissage de la lecture est condamnée à ne pas bien fonctionner. Pour lui, il suffirait d'attirer « l'attention de l'élève » vers l'aire cérébrale appropriée pour que disparaisse toute difficulté et même que soit éludé tout contexte scolaire, social, familial, culturel... Difficile en l'état des recherches de neurobiologie d'avancer une « aire de la lecture » ; cela serait en outre en contradiction avec les autres travaux sur le cerveau qui se concentrent sur des réseaux neuroniques !

COMPRENDRE ET PARTAGER UN MESSAGE

Pourtant, la crédibilité de cette étude n'est pas assurée sur le plan de l'éducation, les preuves de son efficacité sont fragiles ou même absentes. Les arguments avancés reposent uniquement sur des données de laboratoire, rarement corroborées sur le terrain, et ils comportent nombre de biais conceptuels et méthodologiques. La variable « méthode » prise en compte est par exemple trop grossière car mal caractérisée. Comment la considérer comme un paramètre pertinent ?

Au-delà de la polémique, s'il fallait simplement envisager les choses autrement ? Les principaux points qui posent problème dans les apprentissages actuels sont ailleurs. Il faut d'abord dénoncer l'apprentissage par « une » méthode. Une méthode ne « marche » généralement que pour celui qui l'a créée ! Difficile de faire entrer tous les élèves dans une seule et même approche. Ensuite, les livres de lecture ne sont pas toujours attrayants. Nombre d'enfants renoncent par manque d'intérêt pour les textes.

Enfin, pourquoi attend-on l'âge de 6 ans pour apprendre à lire ? Cela avait du sens

quand l'école, seul lieu d'apprentissage, débutait à cet âge. Aujourd'hui, l'enfant est surstimulé en permanence par les mots, dès l'âge de 2-3 ans, à travers les jeux éducatifs, la publicité, la télévision ou même par les films, Internet et maintenant les smartphones. Très jeune, il ressent le désir de déchiffrer ces messages pour accéder par lui-même à ces informations.

Que veut dire apprendre à lire ? Débarassé du pensum de l'initiation à la lecture, on peut alors poser une autre « bonne » question : que veut dire « apprendre à lire en ce début de XXI^e siècle » ? Dans une société en mutation, savoir lire, ce n'est plus seulement savoir déchiffrer le texte d'un livre, c'est d'abord comprendre et partager un message écrit. C'est encore être capable de traiter les multiples informations. Au quotidien, les élèves sont entourés de données à décoder ; en permanence, il leur est utile de rechercher, et surtout, afin de ne pas s'y perdre, de trier les informations. Avec les bases de données, les réseaux et les moteurs de recherche, il s'agit encore d'apprendre à lire en lecture rapide et en hypertexte. Pourquoi l'école n'en proposerait-elle pas quelques initiations ?

Par ailleurs, apprendre à lire, c'est également apprendre à lire les images, fixes et animées. Enfin, apprendre à lire, n'est-ce pas encore s'interroger en permanence sur les sources, la validité et la pertinence des informations ? D'où viennent-elles ? Qui les donne ? Très tôt, le jeune peut être sensibilisé à la place et aux fonctions des données. Son esprit critique demande à être aiguisé aux techniques de saisie et de décodage des différents médias, du livre au numérique. ■

André Giordan est professeur à l'université de Genève, fondateur du Laboratoire de didactique et d'épistémologie des sciences

Les réfugiés, épine dans la campagne allemande

Analyse

THOMAS WIEDER
Correspondant à Berlin

La scène se passe le 3 juillet, à Berlin, au siège de l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Côte à côte, la chancelière Angela Merkel, également présidente de la CDU, et Horst Seehofer, le chef de file des conservateurs bavarois (CSU), présentent le programme commun de leurs partis pour les élections législatives du 24 septembre 2017. Il est question d'emploi, de fiscalité, de sécurité, du numérique... Un mot, en revanche, n'est jamais prononcé : celui de réfugié. Si un journaliste n'avait pas posé la question en fin de conférence de presse, le thème n'aurait pas été évoqué.

Lors de ses premiers meetings, à partir de la mi-août, M^{me} Merkel s'en est tenue à cette discrétion. Dans ses discours, elle évacue le sujet en quelques phrases générales, commençant par remercier ses concitoyens d'avoir fait preuve de solidarité lors de la crise de 2015, année où plus d'un million de réfugiés sont arrivés dans le pays, mais pour ajouter qu'« une situation comme celle de [cette année-là] ne doit pas se reproduire », et que sa priorité est désormais d'expulser les étrangers en situation irrégulière et de lutter contre les causes de l'immigration. Des objectifs qu'elle a rappelés, mardi 29 août, à Berlin, lors d'une conférence de presse au début de laquelle elle a choisi d'aborder d'elle-même le sujet, pour la première fois depuis le début de la campagne, afin de répondre à ceux qui – depuis des semaines – lui reprochent de l'esquiver.

C'est le cas de son principal adversaire, Martin Schulz. « Jouer la montre et essayer d'ignorer le sujet jusqu'aux élections, c'est se comporter cyniquement », avait déclaré le président du Parti social-démocrate (SPD) au quotidien *Bild*, le 23 juillet. Quatre jours plus tard, il se rendait en Sicile dans un foyer de réfugiés pour dénoncer la pusillanimité des pays européens – dont le sien – face à l'actuelle remontée des flux migratoires en provenance d'Afrique. Un déplacement qui coïncidait avec le départ de M^{me} Merkel en Italie... pour deux semaines de vacances.

Jusqu'à présent, l'offensive de M. Schulz n'a pas eu les effets escomptés. Si le but était de rattraper son retard en confrontant M^{me} Merkel au dossier qui l'a le plus fragilisée pendant son dernier mandat, celui-ci n'a pas été atteint : depuis juin, le SPD est toujours devancé d'une quinzaine de points par la CDU/CSU dans les sondages. Si l'objectif était de mettre la question migratoire au centre de la bataille électorale, c'est aussi raté : selon une enquête Emnid publiée le 20 août dans *Bild*, la baisse de l'immigration n'arrive qu'à la dix-septième place des thèmes de campagne considérés comme importants par les électeurs, les principaux étant l'éducation, la pauvreté des personnes âgées et la lutte contre la criminalité.

DES INTÉRÊTS DIVERGENTS

Pourquoi la question des réfugiés, qui a dominé le débat en 2015 et en 2016, est-elle devenue si marginale à l'approche des élections ? Les explications tiennent d'abord aux intérêts des différentes familles politiques. Les conservateurs, d'abord : après avoir fulminé contre la politique d'accueil de la chancelière, l'aile droite de la CDU et la CSU ont décidé de taire leurs critiques, conscientes que leurs divisions internes risquaient de leur faire perdre la chancellerie. « Les critiques ont cessé après la déclaration de candidature de Schulz [fin janvier], quand il est monté dans les sondages et où on a pu croire qu'il risquait de battre Merkel », rappelle Robin Alexander, journaliste à *Die Welt*, auteur d'un best-seller sur la politique de la chancelière envers les réfugiés (*Die Getriebenen*, Siedler, non traduit), paru en mars.

Les Verts et Die Linke (gauche radicale) sont dans le même embarras : dans la mesure où leur électorat a majoritairement approuvé la politique d'accueil de M^{me} Merkel, il leur est difficile de la combattre aujourd'hui sur ce terrain. Quant au SPD, sur ce sujet comme sur d'autres, il doit se démarquer de la CDU/CSU mais sait qu'il ne peut les attaquer trop frontalement, au risque de se voir rappeler qu'il a gouverné pendant quatre ans à leurs côtés et qu'il n'est pas le mieux placé pour fustiger un bilan qui est aussi le sien. Cette prudence s'explique enfin par la peur de l'extrême droite, avec en mémoire les scores très élevés obtenus par le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) en 2016. Notamment en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le fief électoral de M^{me} Merkel, où l'AfD a devancé la CDU, une première pour l'extrême droite allemande depuis la seconde guerre mondiale.

Créditée de près de 15 % des voix aux législatives fin 2016, l'AfD plafonne aujourd'hui à 9 %-10 %. Or, si ce reflux est dû en partie au triste spectacle offert par les dirigeants du parti incapables de mettre fin à leurs querelles, il s'explique aussi par la mise au second plan de la question migratoire dans l'agenda politique et le paysage médiatique. « Beaucoup d'Allemands continuent de penser que Merkel a préféré les enfants des autres aux siens pendant la crise des réfugiés. Mais depuis, d'autres questions dominent, l'avenir de l'Europe avec le Brexit, la dégradation des relations de l'Allemagne avec les Etats-Unis, la Russie et la Turquie. Merkel a peut-être déçu comme "mère", mais elle rassure en tant que "dompteuse" de ces grands animaux dangereux que sont Trump, Poutine et Erdogan », explique Stephan Grünewald, fondateur de l'Institut Rheingold, spécialisé dans l'étude de l'opinion publique.

Accusée par l'extrême droite et une partie de son camp d'avoir « perdu le contrôle » du pays en refusant d'en fermer les frontières en 2015, M^{me} Merkel fait campagne « pour la sécurité et l'ordre », l'un des slogans les plus utilisés sur les affiches de la CDU. Pour l'emporter le 24 septembre, la « chancelière des réfugiés », comme l'ont appelée ses adversaires, sait qu'elle a intérêt à se présenter en candidate de la stabilité. ■